



Le Ouessant – Bat. 3A
9 rue Maurice Fabre
35000 Rennes

OBSERVATOIRE DES INDUSTRIES ET METIERS DE LA METALLURGIE DE BRETAGNE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

OBSERVATOIRE DES INDUSTRIES ET METIERS DE LA METALLURGIE DE BRETAGNE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
2b, allée du Bâtiment 35000 Rennes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association OBSERVATOIRE DES INDUSTRIES ET METIERS DE LA METALLURGIE DE BRETAGNE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OBSERVATOIRE DES INDUSTRIES ET METIERS DE LA METALLURGIE DE BRETAGNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des données budgétaires.

Responsabilités de l'ordonnateur, de l'agent comptable et des personnes constituant la gouvernance relative aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une

anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

En application de la loi, nous vous signalons que le présent rapport n'a pas pu être mis à votre disposition dans le délai prévu par l'article 19 des statuts, certains documents et informations nécessaires à son établissement nous ayant été communiqués tardivement

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars

Rennes, le 1^{er} juillet 2025

Signé par :

FB1FC0C9A52D43B...

Mireille Revault

Associée

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilitisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 158	3 158		
Immobilitisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilitisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilitisations corporelles en cours				
Autres	1 672	1 672		
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilitisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				
Autres				
TOTAL I	4 845	4 830	15	15
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	11 841		11 841	12 102
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	1 900		1 900	5 125
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	45 565		45 565	38 898
Charges constatées d'avance	19		19	
TOTAL II	59 325		59 325	56 125
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	64 170	4 830	59 340	56 140

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	32 104	37 794
Excédent ou déficit de l'exercice	(11 813)	(5 690)
Situation nette (sous total)	20 291	32 104
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	20 291	32 104
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	900	7 049
TOTAL II	900	7 049
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 899	16 986
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	10 250	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	38 149	16 986
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	59 340	56 140

COMPTES DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	10 000	10 000
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	591	9 102
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 900	10 250
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés	7 049	
Autres produits	0	176
TOTAL I	19 540	29 528
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	31 193	28 924
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	900	7 049
Autres charges		
TOTAL II	32 093	35 973
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(12 552)	(6 445)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	739	755
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	739	755
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	739	755

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	(11 813)	(5 690)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI		
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	20 280	30 283
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	32 093	35 973
EXCEDENT OU DEFICIT	(11 813)	(5 690)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

ANNEXE – Exercice clos au 31/12/2024

PREAMBULE

Description de l'objet social

Cette association est un outil d'expertise permanent d'observation, d'analyse et d'animation dans les domaines de l'économie, de la formation et de l'emploi. Lieu de rencontre, d'échanges, de mutualisation et de concertation, l'Observatoire a pour objectif une meilleure connaissance des besoins des entreprises et des évolutions économiques, d'emploi et de formation des secteurs industriels au niveau de la région Bretagne.

Dans le cadre de cet objet, l'association réalise des recherches, des études, des notes structurelles et conjoncturelles ou toutes autres missions qu'elle juge nécessaire à la compréhension des secteurs industriels ; elle anime également des groupes de travail sur des thèmes bien précis en accord avec les différents acteurs régionaux.

Ce travail est effectué dans le cadre du Contrat d'Objectifs emploi-formation de la Métallurgie.

Nature et périmètre des activités réalisées

Organisée sur le territoire breton, et pour réaliser son objet, l'Observatoire des Industries et des Métiers de la Métallurgie de Bretagne se propose :

- De réaliser des recherches, des études, des notes structurelles et conjoncturelles ou toutes autres missions,
- D'analyser périodiquement l'évolution quantitative et qualitative des emplois et des qualifications,
- D'identifier les facteurs d'évolution des technologies et des organisations susceptibles d'affecter la nature des qualifications et des métiers dans les entreprises (réalisation d'études),
- De guider les acteurs de la branche professionnelle dans leurs réflexions, orientations et préconisations en matière d'emploi et de formation professionnelle,
- D'accompagner les entreprises (statistiques sectorielles régionales, outils de benchmarking),
- De contribuer à la meilleure connaissance des enjeux des secteurs et des entreprises industriels au niveau de la région Bretagne (animation, échanges, communication),
- D'assurer une veille

Le champ d'analyse de l'Observatoire correspond est celui des industries de la branche métallurgie en Bretagne.

Industrie automobile, Construction navale, aéronautique et ferroviaire, Industries des équipements mécaniques, Industries des équipements électriques et électroniques, Industries des composants électriques et électroniques, Métallurgie et transformation des métaux.

Selon les thématiques, il peut être élargi à l'ensemble de l'industrie.

Moyens mis en œuvre

Les ressources de l'entité se composent de toutes les recettes autorisées par la loi, dans le respect de l'indépendance et de l'éthique de l'Observatoire des Industries et des Métiers de la Métallurgie de Bretagne, et notamment :

- Des cotisations,
- Des produits de ses activités.

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivantes :

Locaux : l'UIMM Bretagne FORMATION est locataire et refacture une quote-part à l'entité.

Ressources humaines : l'entité n'a pas de permanent. Des prestations de mise à disposition et d'études sont facturées.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de **l'exercice clos le 31/12/2024** dont le total est de **49 090 Euros**, et le compte de résultat de l'exercice a un déficit de **11 813 Euros**.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période **du 01/01/2024 au 31/12/2024**.

Ces comptes annuels ont été établis **le 30/04/2025**.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

NEANT

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

NEANT

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC **2018-06** relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Catégorie	Mode	Durée
Logiciel	Linéaire	1 an
Matériel de bureau	Linéaire	3 ans

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale

Immobilisations

OBSERVATOIRE INDUSTRI ET METIERS

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 20/06/25
Devise d'édition

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	3 158		
TOTAL immobilisations incorporelles :	3 158		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 672		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	1 672		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	15		
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL immobilisations financières :	15		
TOTAL GÉNÉRAL	4 845		

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			3 158	
TOTAL immobilisations incorporelles :			3 158	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.			1 672	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :			1 672	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			15	
Prêts et autres immo. financières				
TOTAL immobilisations financières :			15	
TOTAL GÉNÉRAL			4 845	

Amortissements

OBSERVATOIRE INDUSTRI ET METIERS

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 20/06/25
Devise d'édition

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	3 158			3 158
TOTAL immobilisations incorporelles :	3 158			3 158
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.	1 672			1 672
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	1 672			1 672
TOTAL GÉNÉRAL	4 830			4 830

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :			
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL			

Charges à Payer

OBSERVATOIRE INDUSTRI ET METIERS

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 20/06/25
Devise d'édition

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 060
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	10 250
TOTAL	22 310

Produits à Recevoir

OBSERVATOIRE INDUSTRI ET METIERS

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 20/06/25
Devise d'édition

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières	
Créances Créances clients et comptes rattachés Personnel Organismes sociaux État Divers, produits à recevoir Autres créances	591 1 900
Valeurs Mobilières de Placement Disponibilités	
TOTAL	2 491

AFFECTATION DE L'EXCEDENT DISPONIBLE DEFINITIVEMENT ACQUIS

ORIGINES	31/12/2024	31/12/2023
- Excédent comptable définitivement acquis		
- Report à nouveau antérieur	32 104	37 794
- Prélèvement, le cas échéant, sur les réserves dont notamment la reprise de fonds antérieurement affectés au projet associatif		
AFFECTATIONS	31/12/2024	31/12/2023
- Report à nouveau		
- Réserves (dont celles pour le projet associatif)		
- Fonds associatifs sans droit de reprise		

Charges et Produits Constatés d'Avance

OBSERVATOIRE INDUSTRI ET METIERS

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 20/06/25
Devise d'édition

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	19	
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	19	

VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	37 794	(5 690)			32 104
Excédent ou déficit de l'exercice	(5 690)	5 690		11 813	(11 813)
Situation nette	32 104			11 813	20 291
Fonds propres consomptibles					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	32 104			11 813	20 291

ANNEXE – Exercice clos au 31/12/2024

****** COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT ******

Cotisations

Les cotisations encaissées en **2024** auprès des membres fondateurs et membres associés sont de **10 000** Euros.

Informations - Concours et subventions

NEANT

Contributions volontaires en nature

L'entité est à but non lucratif.

Les principales actions qu'elle mène sont réalisées par ses salariés permanents sous la direction des décisions des membres du Conseil d'Administration et du Bureau.

L'entité bénéficie de contributions volontaires en nature de ces élus. Toutefois, ces contributions n'ont pas un caractère significatif, ils ne sont donc pas comptabilisés.

****** ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS ******

Filiales et participations

NEANT

Effectif

NEANT